



## Appel urgent juillet 2023 RP-Chine

### RÉPRESSION

LES JOURS SUIVANT LE 9 JUILLET 2015, UNE RAFLE DU GOUVERNEMENT CHINOIS FRAPPAIT DE PLEIN FOUET PLUS DE 300 AVOCATS DES DROITS HUMAINS ET ASSISTANTS JURIDIQUES. C'EST QU'ILS INCARNENT LA PROMESSE D'UN ÉTAT DE DROIT, ACCOMPAGNANT LES PLUS VULNÉRABLES, NE CESSANT DE RAPPELER AU GOUVERNEMENT SES ENGAGEMENTS AU REGARD DE LA CONSTITUTION, DES LOIS ET DES TRAITÉS INTERNATIONAUX RATIFIÉS PAR LA CHINE. MAIS, PIERRE ANGULAIRE DE LA DÉFENSE DE LA DISSIDENCE ISSUE DES MINORITÉS ETHNIQUES (OUIGHOURS, TIBÉTAINS, HONGKONGAIS...), DES MINORITÉS RELIGIEUSES OU LGBTQI, FÉMINISTES, JOURNALISTES, OU DE DISSIDENTS POLITIQUES, LA PROFESSION D'AVOCAT EST ÉTROITEMENT SURVEILLÉE EN RPC. CES TROIS DERNIERS MOIS, LA DÉFERLANTE RÉPRESSIVE - REBAPTISÉE RÉPRESSION 709 2.0- À L'ENCONTRE DES DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS A AUGMENTÉ DE FAÇON INQUIÉTANTE.

#### **Loi des séries**

Le 10 avril 2023, **Ding Jiayi** et **Xu Zhiyong** sont condamnés à 12 et 14 ans de prison (plus 3 et 4 ans de privation de droits politiques) pour "subversion du pouvoir de l'État, suite à la participation à une réunion privée dans la ville côtière de Xiamen en décembre 2019. Compagne de Xu, la militante féministe **Li Qiaochu** s'est vu refuser des soins pour des problèmes psychiques apparus en détention. Elle a été jugée à huis clos pour "incitation à la subversion du pouvoir de l'État. Son avocat n'a pu ni interroger les témoins ni examiner les preuves. Le 8 juin, **Chang Weiping**, également présent au rassemblement de Xiamen, a écopé de 3 ans et demi de prison sur base d'accusations similaires. Les trois avocats avaient déjà fait l'objet d'un placement en "surveillance résidentielle dans un lieu désigné" (RSDL), systématiquement utilisé contre les défenseurs des droits humains, selon l'ONU : l'équivalent d'une disparition forcée et de tortures.

Le 14 avril dernier à Pékin, l'avocat **Yu Wensheng**- entre autres, lauréat Martin Ennals 2021- et son épouse **Xu Yan**, ont été arrêtés alors qu'ils se rendaient une réunion à la délégation de l'UE. Ils ont été officiellement inculpés : Yu- relaxé en mars 2022 après avoir purgé une peine de 4 ans pour raisons de sécurité nationale- pour « querelles et troubles » ; Xu, pour incitation à la « subversion du pouvoir de l'État ».

Avec l'imposition de la loi sur la sécurité nationale, les autorités de Hong Kong suivent une voie similaire. D'éminents avocats, **Chow Hang-tung** - dont des experts des Nations unies ont demandé la libération-, **Albert Ho** et **Margaret Ng**, attendent actuellement d'être jugés pour une série de délits liés à la sécurité nationale.

Le gouvernement chinois recourt en outre aux interdictions de sortie du territoire. Le 9 juin, l'avocat **Li Heping** et les siens étaient interceptés à l'aéroport international de Chengdu au motif que ce voyage mettait "en danger la sécurité nationale". En mai 2021, les autorités ont empêché maître **Tang Jitian**- observateur de la Journée des droits humains à la délégation de l'UE à Pékin en 2021- de se rendre

au chevet de sa fille en soins intensifs à Tokyo. Il est détenu durant 398 jours et n'est libéré qu'en janvier 2023.


#### **Harcèlement sévère des avocats libérés et de leurs proches**

**Li Heping** et trois autres avocats ont signalé que des agents de l'Etat menacent régulièrement leurs proches, y compris les parents âgés, empêchent leurs enfants de se rendre au cours, profèrent des menaces à leur porte, provoquent coupures d'électricité et de gaz. Ainsi, **Wang Quanzhang** et les siens ont été contraints de déménager 13 fois au cours des deux derniers mois à Pékin. Maître **Bao Longjun** n'a pu sortir de son domicile à plusieurs reprises : des inconnus barraient sa porte. Me **Zhou Shifeng**- arrêté lors de la répression de 2015, libéré au terme de sept ans d'emprisonnement en 2022- a dû quitter Pékin en mai de cette année, en raison de pressions et de la surveillance suffocante de l'État.

Depuis 2017, pas moins de 30 avocats spécialisés ont vu leur accréditation professionnelle révoquée. 2016 aura vu la prise de mesures administratives criminalisant certains avocats : ceux qui exercent leurs droits aux libertés d'expression et de réunion pacifique, ceux qui expriment leur mécontentement à l'égard du Parti ou du gouvernement, particulièrement sur internet.

Détenus, ces avocats sont, même en détention provisoire, constamment soumis à des tortures physiques et psychologiques, à des mauvais traitements, privés de contact avec leurs proches, de soins, d'accès aux documents judiciaires, et défendus par des avocats désignés qui refusent toute communication avec les proches ou vers l'extérieur. Ainsi ils sont souvent condamnés au cours de simulacres de procès à huis clos, sans que les familles soient informées, sans que les verdicts des tribunaux soient rendus publics. Le groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire a déterminé que la Chine souffrait d'un "problème systémique de détention arbitraire". Ce qui viole gravement le droit international.

(Obs.defenders)

République Populaire ; capitale: Pékin 1 943 945 km<sup>2</sup> /  : 1, 379 mio / Président Xi Jin Ping / Torture: oui / Peine de mort : oui. La Chine a ratifié le Pacte relatif aux droits civils et politiques et son protocole facultatif, et la Convention contre la torture de l'ONU

Éditeur responsable : Christophe d'Aloisio, 44 rue Brogniez, 1070 Bruxelles